



**Comité technique de réseau**  
**du 29 septembre 2016**  
**Compte-rendu**



## **LE DG REFUSE LA PAUSE QUALITE !**

*Ce rendez-vous de rentrée avec l'administration n'aura duré que le temps des échanges liminaires, mais quand même près de quatre heures.*

*Après avoir longuement argumenté pour obtenir une « pause qualité » dans les restructurations et réformes en tout genre et pour que l'administration accepte, enfin, d'aborder de manière globale, et non petit bout par petit bout, l'avenir de la DGFIP et de ses agent-e-s, nous n'avons eu satisfaction que sur la seconde.*

*Face au refus du DG de surseoir à la généralisation du travail à distance dans les SIE et de retirer la fiche de travail consacrée à cette thématique, et après une suspension de séance, les organisations syndicales, ont quitté le CTR.*

[http://solidairesfinancespubliques.fr/agt\\_adh/actualite/2016/septembre/160929\\_liminaire.pdf](http://solidairesfinancespubliques.fr/agt_adh/actualite/2016/septembre/160929_liminaire.pdf)

### **Désaccord de fond, des accords de forme**

Notre principal désaccord avec le directeur général réside dans le fait que nous considérons contrairement à lui que la DGFIP est en grave danger. Pour sa part, il ne concède qu'une situation tendue.

Quand nous affirmons que les évolutions structurelles sont trop rapides et qu'elles menacent le maillage territorial, qu'elles obscurcissent l'avenir professionnel des agent-e-s, et qu'elles ne constituent pas une solution, le Directeur Général prétend qu'elles sont raisonnables et mesurées et qu'au contraire elles participent d'une forme de protection pour la DGFIP dans la mesure où elles démontrent nos capacités d'adaptation et d'adaptabilité.

La question de l'emploi demeure le sujet de discorde entre nous. Le DG estime que l'inflexion dans le volume des suppressions d'emplois résulte de son action auprès des autorités de tutelle, en lien avec l'arrivée programmée du PAS. Nous considérons pour notre part que « l'effort » (en réalité environ 300 suppressions de moins que l'année dernière) marque son échec. Surtout les plus de 1 800 suppressions d'emplois prévus au PLF 2017 vont gréver, selon nous, encore un peu plus nos capacités d'action et accentuer encore les tensions et la dégradation des conditions de vie au travail des personnels, sans compter la poursuite des restructurations et les remises en cause des règles de gestion et notamment de mutation.

Seule petite éclaircie au tableau, la Direction Générale accepte d'ouvrir un espace de discussions et d'échanges sur les conséquences de la digitalisation à la DGFIP sur le travail, son périmètre, son contenu, sur les doctrines d'emplois et les qualifications, l'évolution des structures, les déroulés et débouchés de carrière. En résumé nous devrions pouvoir débattre, dans un cadre à déterminer, de l'avenir de la DGFIP et de TOUS ses personnels.

### **Prélèvement à la source**

L'optimisme du DG sur ce sujet pourrait faire plaisir à voir si l'arrivée de cette réforme dans le paysage DGFIP n'augurait pas d'énormes difficultés et de nouvelles et destructrices évolutions structurelles.

Les plate-formes téléphoniques seront en première ligne ce qui laisse supposer qu'elles délaisseront, au moins pour un temps tout ou partie des missions pour lesquelles elles ont été créées.

A terme, c'est l'existence même de plusieurs structures qui est en jeu, du moins dans leur conception actuelle : SIP, CIS, CPS, Centre d'encaissement, SIE, trésoreries, PRS....



**Comité technique de réseau**  
**du 29 septembre 2016**  
**Compte-rendu**



**PPCR (parcours professionnels carrières et rémunérations)**

Ce dossier, qui n'était pourtant pas inscrit à l'ordre du jour, a fait l'objet de longs échanges. Solidaires Finances Publiques a insisté auprès du DG pour qu'il intervienne de manière très volontaire, au niveau pertinent sur trois points : les volumes de transformations d'emplois (divisés par 12), celui des promotions (ratio pro-pro), celui du niveau de rémunération des inspecteurs stagiaires et enfin sur le déroulement de carrière et le positionnement des agents de la catégorie A. Dans le cadre du prochain CTM nous porterons à nouveau nos revendications sur ce dossier

**Bilan de la formation**

Ce CTR devait par ailleurs dresser le bilan de la politique de formation pour l'année 2015. Compte tenu de la densité de l'ordre du jour, le Directeur Général a concédé que ce point devait faire l'objet d'un CTR dédié, intégrant outre le bilan, une dimension prospective. Nous avons néanmoins exigé le renforcement des équipes pédagogiques notamment sur l'établissement de Toulouse, confronté à une augmentation significative de sa population de stagiaires. Nous avons également eu un rapide échange sur l'apprentissage et le service civique. Nous avons dénoncé les conditions d'accueil de ces publics et certaines dérives qui conduisent à les positionner sur des emplois vacants.

Nous terminerons ce compte-rendu synthétique par une formule pour appeler TOUS les personnels à la mobilisation : notre avenir dépendra de ce que nous en ferons.

***Prenons en main notre destin commun !***